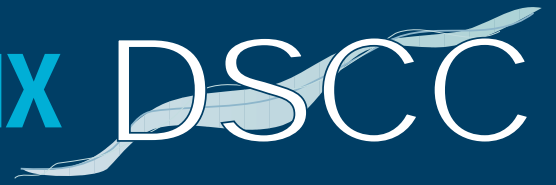


# Chalutage en eaux profondes dans les hautes mers



## Comment mettre en œuvre le moratoire?

Afin de protéger la biodiversité sous-marine en haute mer d'une destruction indiscriminée et continue, la Coalition pour la conservation des profondeurs océaniques (*Deep Sea Conservation Coalition, DSCC*) demande à l'Assemblée générale des Nations Unies d'adopter un moratoire immédiat sur le chalutage en profondeur en haute mer jusqu'à ce qu'un régime juridique visant à la conservation et la gestion effective des pêcheries et à la protection de la biodiversité dans les hautes mers soit développé, implanté et mis en œuvre par la communauté internationale.

### Termes du moratoire

Par définition, tout moratoire suspend temporairement les activités qu'il vise. En tant que tel, un moratoire sur le chalutage en profondeur dans les hautes mers donnerait un coup d'arrêt provisoire à cette pratique le temps de:

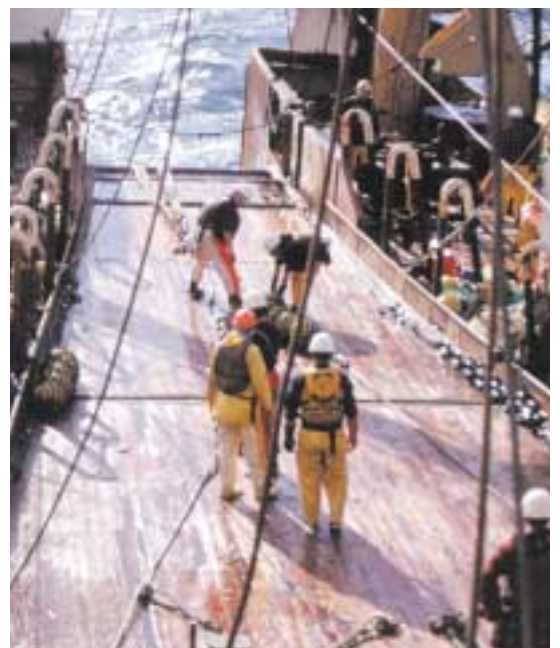
- procéder à une évaluation de la biodiversité et des écosystèmes des profondeurs qui fasse l'inventaire des espèces de poissons et évalue leur vulnérabilité à la pêche en profondeur;
- faire adopter et mettre en œuvre un régime réglementaire appliqué à la conservation et à la gestion de la biodiversité des hautes mers, visant également la pêche en eaux profondes, en conformité avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>1</sup>, l'Accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks Chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs<sup>2</sup>, l'Accord de mise en œuvre de la FAO<sup>3</sup>, la Convention sur la diversité biologique (CBD)<sup>4</sup>, le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable<sup>5</sup>, et toute autre réforme nécessaire relative à la gouvernance, et de:

- mettre en œuvre des mesures adéquates pour lutter de manière efficace contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Pêche INN).

### Portée du moratoire

Le moratoire devrait couvrir les pratiques de pêche en haute mer employant des chaluts en contact avec les fonds ou tout autre filet du même type conçu pour se déployer jusqu'au fond de la mer. Les gouvernements seraient engagés à imposer un arrêt immédiat à toute forme de chalutage de fond en haute mer impliquant soit leurs navires nationaux, soit des navires portant leur pavillon et immatriculés par eux, jusqu'à ce que les termes du moratoire soient accomplis, en accord avec la communauté internationale.

Ci-contre: treuillage de filets à grande profondeur. Nouvelle Zélande, 1990.



© Greenpeace

### Mise en œuvre

Un moratoire devrait entrer en vigueur dans les six ou douze mois suivant l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ceci laisserait aux Etats suffisamment de temps pour faire passer des législations ou des régulations permettant sa mise en œuvre, et donnerait du temps à leurs ressortissants pour adapter ou recycler leurs navires et leurs campagnes de pêche.

### Dispositions exécutoires

Que les lois soient sans cesse enfreintes ne devrait pas les empêcher d'être mises en œuvre. Si le moratoire doit entrer en vigueur de manière effective, Etats et Organisations régionales de gestion des pêches (ORP) devront se préparer à le faire respecter par ceux qui échappent à la règle. Les mesures de mise en œuvre du moratoire pourraient s'inspirer de mesures issues d'autres forums multilatéraux, comme le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.<sup>6</sup>

Nombre de mesures sont envisageables afin que les Etats fassent respecter un moratoire adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, parmi lesquelles:

- refuser aux navires de pêche (et leurs propriétaires/armateurs) qui n'ont pas respecté le moratoire sur la pêche en eaux profondes l'accès aux zones économiques exclusives ou aux eaux relevant des ORP (par exemple, enregistrer navires et compagnies de navigation sur une liste noire, toute méthode et tout espèce confondues);
- refuser les permis de pêche dans les zones économiques exclusives aux navires engagés dans des campagnes de chalutage en eaux profondes et/ou conditionner l'obtention du permis de pêcher dans les zones économiques exclusives à leur engagement à ne pas chaluter en haute mer;

- adopter une législation rendant illégal le fait de changer de pavillon pour éviter d'être visés par le moratoire;
- interdire l'accès aux ports aux navires en infraction et aux navires arborant le pavillon d'un Etat non soumis au moratoire, et/ou mener des inspections minutieuses dans les ports à bord des navires soupçonnés d'infractions, négocier y compris la mise en œuvre d'accords intergouvernementaux applicables dans le pays où se situe le port;
- interdire le transbordement en mer de toute espèce susceptible d'avoir été pêchée par chalutage profond en haute mer;
- bannir des marchés les poissons et les produits de la pêche chalutés dans les grands fonds (en particulier les hoplostète rouge, les béryx, les grenadiers de roche et les lingues bâtarde) dès lors qu'ils ne portent pas de certificats attestant qu'ils proviennent de campagnes de pêche autorisées dans les zones économiques exclusives;
- faire passer, si nécessaire, de nouvelles lois et réglementations pour garantir le contrôle effectif des ressortissants engagés dans des campagnes de pêche, en particulier au-delà des juridictions nationales;
- échanger, mettre en commun et diffuser les informations relatives aux navires et aux compagnies engagées dans des opérations de chalutage en profondeur (y compris armateurs, capitaines et propriétaires ainsi que banquiers, assureurs et autres prestataires de services tirant partie de ces navires) afin de permettre de mener une action appropriée; et
- coopérer avec les Etats riverains et participer à des accords régionaux compétents afin de faire en sorte que tous les Etats aient la capacité suffisante de gérer et de contrôler la pêche sur leurs côtes et dans leurs zones économiques exclusives et de conforter le respect des réglementations nationales et des obligations internationales.

### Durée

Le moratoire sur le chalutage en eaux profondes devrait rester en vigueur jusqu'à ce que les Etats aient accompli des pas significatifs en agissant au niveau individuel, régional et global sous la conduite de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la communauté internationale, afin d'établir et d'implanter de manière efficace les réglementations nécessaires à la régulation du chalutage en haute mer sur la base de choix durables et équitables et du principe de précaution.

En particulier, deux conditions essentielles doivent précéder la levée du moratoire:

1. Une information adéquate permettant d'instruire les décisions sur des bases scientifiques, afin de définir dans quelle mesure la pêche en eaux profondes est compatible avec l'obligation de protéger la biodiversité, d'appliquer le principe de précaution et de parvenir à une gestion durable de la pêche au sein d'un plan de gestion basé sur la prise en compte de l'écosystème.

« Que les lois soient sans cesse enfreintes ne devrait pas les empêcher d'être mises en œuvre. Si le moratoire doit entrer en vigueur de manière effective, Etats et Organisations régionales de gestion des pêches (ORP) devront se préparer à le faire respecter par ceux qui échappent à la règle. »



NOAA et MBARI

Araignée de mer dans les monts marins de Davidson, au large des côtes californiennes, Etats-Unis.

En termes spécifiques, sont requises des informations relatives à :

- a) la quantité de biodiversité associée aux reliefs sous-marins, aux coraux des profondeurs et autres structures et écosystèmes des profondeurs,
- b) la vulnérabilité de ces structures et de ces écosystèmes à la pêche;
- c) le type et la portée des dégâts causés par le chalutage en eaux profondes;
- d) la relation entre structures/écosystèmes des profondeurs et espèces pélagiques et migratrices; et
- e) le fonctionnement d'ensemble de l'écosystème sur les littoraux des continents et en haute mer.

Des recherches scientifiques supplémentaires sont impératives afin d'évaluer jusqu'à quel point les espèces des profondeurs peuvent être exploitées en haute mer et à quelles conditions. Une cartographie hydrographique et un échantillonnage biologique sont également nécessaires afin de localiser par avance les zones susceptibles de contenir des coraux des profondeurs, des bancs d'éponges ou d'autres structures et espèces des profondeurs vulnérables au chalutage en profondeur, et afin de fournir une base solide en vue d'une gestion éclairée.

#### NOTES

1. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Montego Bay, 10 décembre 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994. Texte complet est disponible sur: [http://www.un.org/Depts/los/convention\\_agreements/texts/unclos/closindx.htm](http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/texts/unclos/closindx.htm)
2. L'Accord de 1995 sur les stocks de poissons désigne l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs. Texte complet sur: [http://www.un.org/Depts/los/convention\\_agreements/convention\\_overview\\_fish\\_stocks.htm](http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/convention_overview_fish_stocks.htm)
3. L'accord de mise en œuvre fait référence à l'accord de la FAO de 1993 qui vise à promouvoir le respect de mesures de conservation et de gestion internationales par les navires de pêche dans les hautes mers. Texte complet sur: <http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/003/X3130m/X3130F00.HTM#Top%20Of%20Page>

2. Des instances de gouvernance globale des océans et des régimes opérationnels de gestion de la pêche dotés de compétences adéquates pour adopter et implanter des mesures effectives afin de réguler selon des pratiques durables la pêche dans les régions de grandes profondeurs, y compris le chalutage en eaux profondes, et afin de soustraire la biodiversité aux impacts négatifs de la pêche.

Des réglementations devraient être définies, adoptées et mises en œuvre conformément au principe de précaution et les dispositions relatives à la conservation de la biodiversité et à la gestion des stocks halieutiques contenues dans des accords multilatéraux tels que la Convention de Nations Unies sur le droit de la mer, l'Accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks chevauchants, l'Accord de mise en œuvre de la FAO, la Convention sur la diversité biologique (CBD), et le code de conduite de la FAO pour une pêche responsable.

Il faut mobiliser l'attention de toutes les agences internationales et de tous les accords internationaux au nom de leur compétence ou de leur intérêt à ménager la biodiversité des hautes mers. Etabli au départ pour réguler l'exploitation des ressources naturelles, le rôle de la FAO, bien qu'important, se bornait à la gestion de la pêche. Or la gestion de la pêche en tant que telle n'est qu'un élément parmi d'autres qu'il faudra prendre en considération en vue de conserver les écosystèmes des hautes mers riches en biodiversité. La division des Nations Unies pour les océans et le droit de la mer (DOALOS), ou un groupe de travail désigné sous ses auspices, fournirait le corps administratif le plus pertinent pour développer un régime global de gestion de la haute mer.

#### En conclusion

Le conflit violent et en cours de détérioration entre l'enjeu de la conservation de la biodiversité des grands fonds et le chalutage en eaux profondes exige une action urgente de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies cette année. Le moratoire sur le chalutage en haute mer permettrait de protéger immédiatement la biodiversité des grands fonds, extraordinairement riche, vulnérable et en grande partie inconnue.

4. La Convention sur la diversité biologique (CBD) a été négociée sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Texte complet sur: <http://www.biodiv.org/doc/legal/cbd-fr.pdf>
5. Le code de conduite de la FAO (Nations Unies) pour une pêche responsable a été adopté par la vingt-huitième session de la conférence de la FAO du 31 octobre 1995. Texte complet sur: [http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/DOCREP/005/V9878F/V9878F00.HTM](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/V9878F/V9878F00.HTM)
6. Le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) a été adopté lors du Conseil de la FAO lors de la 120<sup>ème</sup> session en juin 2001. Texte complet sur: [http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/DOCREP/003/Y1224F/Y1224F00.HTM](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/Y1224F/Y1224F00.HTM)

Une version électronique de ce document (comportant des liens hypertextes vers les sites web mentionnés dans les notes de bas de pages) est disponible sur: [www.savethehighseas.org/pubs\\_coalition.cfm](http://www.savethehighseas.org/pubs_coalition.cfm)

# DSCC



© « Inspiration venue des mers profondes » Hilary Tranter

## DSCC un moratoire avant qu'il ne soit trop tard

La Coalition pour la conservation des profondeurs océaniques (*Deep Sea Conservation Coalition, DSCC*), qui rassemble plus de 40 organisations internationales représentant des millions de personnes dans le monde, en appelle à un moratoire sur le chalutage profond en haute mer.

Pour plus d'informations sur la coalition, rendez-vous sur notre site [www.savethehighseas.org](http://www.savethehighseas.org)